

totale du pouvoir. Car s'il est certain, évident, que l'Autogestion ne saurait coexister pour longtemps avec l'Etat entre les mains du capital, il est non moins évident que la prise du pouvoir total serait énormément facilitée par " l'Autogestion " des entreprises et services occupés. Passer de la grève et occupation passives, à la gestion directe par les travailleurs, c'est réaliser le bond qualitatif vers l'insurrection et la prise du pouvoir total. Par contre, avancer le simple mot d'ordre de " Contrôle Ouvrier " dans une telle situation, cela signifie, entre autre, qu'on escamote vite la restauration du pouvoir capitaliste partout, donc l'arrivée imminente du recul. La " dualité du pouvoir " ne s'établit pas par les " Comités du contrôle ouvrier " qui coexistent avec la gestion et le pouvoir capitalistes, mais par les " organismes autogestionnaires " de tout un secteur qui s'opposent à ce qui reste ailleurs comme gestion et pouvoir capitalistes. C'est exactement ce qu'ont fait les Etudiants et les Travailleurs dans nombre d'entreprises et localités (aussi limitées que soient ces expériences " autogestionnaires " et non de " contrôle ouvrier " de ces travailleurs par rapport à celles plus complètes des étudiants). " Comités de contrôle ouvrier " avancent également Bensaid et H. Weber pour " dégager un contenu de classe " et dépasser la " simple occupation physique des lieux ". Constamment, dans les développements que contient leur ouvrage, on a la pénible impression d'une confusion entre " autogestion " et " contrôle ouvrier " " dualité du pouvoir " et qui provient, entre autre, du fait qu'en Mai-Juin c'est l'idée de l'autogestion qui fusait de partout, spontanément, et que les expériences les plus avancées réalisées par les étudiants et certains travailleurs s'inscrivent dans le cadre de " l'autogestion " et non pas du " Contrôle Ouvrier ". Quand les deux dirigeants de la J.C.R. critiquent les directions syndicales pour n'avoir pas " exigé dans les usines occupées l'ouverture des livres de comptes " cela étonne par la modestie et l'irréalité de cette demande Car cela présuppose une gestion capitaliste alors que celle-ci était physiquement abolie dans les entreprises du fait de la grève et de l'occupation (parfois accompagnée de la séquestration des directeurs).

Dans une situation pareille, on n'a pas besoin de demander l'ouverture des livres puisqu'on dispose directement de ces livres et qu'on peut gérer directement. Ce n'est qu'au moment où la grève se termine et que le travail reprend que les Travailleurs peuvent et doivent réclamer

un droit de regard, un " contrôle ouvrier " profitant, malgré le recul que présente, la grève générale terminée, d'un rapport de force éventuellement, encore favorable. Nous ne parlons pas, cependant, de la période du recul amorcé, mais de la phase révolutionnaire de la situation où " tout était possible ". Il faut espérer que lors de la prochaine crise inévitable en France on commencera à poser la question de la " dualité du pouvoir " et des " Comités " en partant de l'Autogestion, de la gestion démocratique directe par les travailleurs et les Etudiants, des entreprises, des services sociaux, des Universités, des Ecoles, en grève et sous occupation. C'est par ce biais qu'on accèdera à une phase supérieure de la Révolution. Comme il faut espérer qu'on abordera cette étape autrement que par le passé, du point de vue direction révolutionnaire. Il est clair qu'aucune organisation à elle seule, ne saura être captable de jouer ce rôle et que ce qu'il faudra serait de constituer dès le début de la crise une sorte de Conseil Révolutionnaire, groupant les représentants de toutes les forces révolutionnaires, où qu'elles se trouvent; y compris à l'intérieur du P.C.F. et de la CGT. Mais la propagande pour les idées doit être dès maintenant inlassable.

Janvier 1969, Jules MARAT.

### DOCUMENTS " LA RÉSISTANCE RÉVOLUTIONNAIRE EN TCHÉCOSLOVQUIE

SDS n° 69, janvier-mars 1969.

Restauration de la démocratie socialiste

Le début du processus de restauration de la démocratie socialiste qui s'est produit en janvier de cette année, exprime les plus importantes revendications de tous nos travailleurs et il est naturel que cette restauration ait le soutien de tous ceux qui se prononcent pour un marxisme révolutionnaire et créateur. Dans ce processus il s'agit de lutter pour le retour au caractère socialiste de notre société et pour l'établissement de garanties durables au caractère démocratique et humaniste de notre socialisme dont le développement doit aboutir à la société communiste.

Si l'on analyse soigneusement la situation des forces actuelles en République socialiste tchécoslovaque, on ne peut ignorer qu'il existe un danger très grave: au delà de l'aspect superficiel de la renaissance, et sous le masque de la démocratisation existe la possibilité que l'ancien pouvoir du groupe de la bureaucratie de l'Etat et du parti soit remplacé par le pouvoir d'une

couche sociale et cela sans que les masses s'en aperçoivent. Cette création d'une nouvelle classe peut se réaliser aisément par la fusion des éléments les plus souples de la vieille bureaucratie de l'Etat et du parti - que ce soit les soi-disant progressistes ou bien les conservateurs - avec les groupes les plus forts du management économico-technocratique et avec les sommets influents de l'opposition libérale antinovotniste qui se recrutent dans les rangs de l'intelligentsia (membre ou non du parti). Un tel développement, dont le caractère négatif est tout à fait clair, ne serait pas dans l'histoire moderne une exception, c'est-à-dire sans précédent historique.

On ne peut mésestimer ce danger dans la mesure où le problème de la correction des affaires publiques et du développement de la démocratie socialiste ne serait pas clairement posé comme le problème de l'activité de tout le peuple, en particulier de la classe ouvrière et, où le processus de renaissance et le premier pas vers la démocratie socialiste étaient et sont réalisés par les réformes imposées d'en haut sans qu'il ne soit fait appel à l'activité réelle des masses. On proclame qu'on rendra au peuple travailleur de notre pays ses activités ; pratiquement cette tendance n'a pas dépassé le stade des mots. En réalité, toute initiative et toute activité des travailleurs, surtout celle de la classe ouvrière, dont l'aboutissement serait la prise en main par le peuple révolutionnaire du processus des démocratisations et du destin de la révolution socialiste dans notre pays, sont repoussées avec les méthodes les plus diverses. Il rallait et il faut rendre à la classe ouvrière sa pensée révolutionnaire et une confiance en soi révolutionnaire et la conscience en sa mission sociale révolutionnaire. Dans une telle situation, la conséquence naturelle de la limitation de l'initiative et de l'activité des travailleurs est que les groupes, peu nombreux mais très influents sur la formation de l'opinion publique, des groupes qui ont plutôt intérêt à l'affaiblissement du caractère socialiste de notre société, se substituent à la classe ouvrière.

Si dans la période future, dans le dos de tout le peuple, se créait au pouvoir une couche qui aurait les caractéristiques d'une classe dominante, on n'atteindrait évidemment pas la démocratie socialiste, mais uniquement un ersatz de démocratie libérale qui ne serait pas une véritable démocratie, avec toutes les conséquences politique et sociale qui en découlent. Il n'est pas paradoxal d'affirmer que beaucoup de nos libéraux et progressistes d'aujourd'hui

ne protesteraient pas contre un tel résultat du processus de démocratisation s'il n'était pas empêché par les travailleurs.

#### Organes d'autogestion.

Pour garantir la démocratie dans toute la société, il est indispensable de créer les organes d'autogestion parmi les producteurs directs. Ils devraient répondre aux conditions suivantes : 1. ne pas être uniquement les organes de l'autogestion économique ou même les organes consultatifs de la direction de l'entreprise ; 2. exprimer au contraire le rapport direct de propriété entre les moyens de production et ceux qui travaillent avec ces moyens de production, ce qui est la condition fondamentale du socialisme. C'est pourquoi, ils doivent décider de sa destination sociale afin que celle-ci coïncide avec les intérêts de la société socialiste (ce qui est contraire par exemple à l'exportation de produits aux régimes réactionnaires ou même antisocialistes, etc.).

Actuellement, il faut d'abord : 1. prendre l'initiative de constituer les organes d'autogestion de façon à ce que les représentants révolutionnaires des travailleurs y aient une place prépondérante ; 2. établir les organes d'autogestion dans les entreprises sur l'initiative des travailleurs, selon les conditions particulières mais suivant le principe qu'ils doivent jouer un rôle décisif directeur ; 3. afin que le personnel des entreprises autogérées ait une influence réellement efficace non seulement en ce qui concerne les problèmes internes de l'entreprise mais aussi les questions concernant toute la société, il faut que soit garanti le droit à la grève et à cette fin que soit rendue possible la création de fonds de grève ; le mieux serait qu'ils soient réunis par les syndicats qui peuvent, dans le processus de renaissance actuel, redevenir les défenseurs des intérêts des travailleurs. Si les syndicats n'obtiennent pas la confiance des travailleurs, il faudra alors que les fonds soient réunis en dehors d'eux ; 4. rendre possible les contacts entre les organes d'autogestion en convoquant des réunions communes dans le but de parvenir à la création d'un Conseil central de l'autogestion, organe permanent qui serait un partenaire du gouvernement et des institutions centrales non seulement sur le plan économique mais sur celui de toutes les questions ayant une portée générale.

Puisqu'il faut comprendre le socialisme avancé comme un système d'autogestion sociale des producteurs directs, il est nécessaire de considérer les organes d'autogestion comme le premier stade de la

création de ce système qui doit à l'avenir se substituer à l'Etat dans toutes ses fonctions.

Dans la structure actuelle de notre vie sociale, il faut renforcer le rôle du Front national. En principe il doit être ouvert à toutes les organisations et groupes qui se réclament du programme de la construction du socialisme. Le Front national devrait garantir à toutes les organisations la possibilité de faire connaître leurs points de vue au grand public. A la lumière de ces confrontations, tous les citoyens pourraient décider démocratiquement de la meilleure application possible de la construction du socialisme. Le Front national devrait en outre assurer le caractère authentiquement démocratique des moyens de communication tels que la radio ou la télévision et empêcher qu'on y exprime uniquement les points de vue d'un seul groupe ou de quelques groupes privilégiés. De là découle le rôle primordial du Front national pour garantir la liberté de presse, d'expression et de réunion pour toutes les forces socialistes de notre société.

Nous demandons que le parti proclame clairement que le nouveau système de direction économique ne constitue qu'un premier pas dans le redressement et l'approfondissement du caractère socialiste de notre économie et qu'il ouvre la discussion la plus large, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti, sur les questions de son futur développement. Cette discussion deviendrait la base de l'élaboration d'une conception marxiste-léniniste authentiquement scientifique de développement de l'économie de transition du socialisme au communisme.